



Strasbourg, le 26 juin/June 2009

CDL-PV(2009)002
Bil.**

COMMISSION EUROPEENNE POUR LA DEMOCRATIE PAR LE DROIT
(COMMISSION DE VENISE)

EUROPEAN COMMISSION FOR DEMOCRACY THROUGH LAW
(VENICE COMMISSION)

79° SESSION PLÉNIÈRE
79th PLENARY SESSION
(Venise, Scuola Grande di San Giovanni Evangelista)
vendredi, 12 juin (11h30) –
samedi, 13 juin 2009 (13h00)
(Venice, Scuola Grande di San Giovanni Evangelista)
Friday, 12 June (11.30 a.m) –
Saturday, 13 June 2009 (1.00 p.m.)

RAPPORT DE SESSION

SESSION REPORT

TABLE OF CONTENTS/TABLE DES MATIERES

1.	Adoption de l'ordre du jour	4
2.	Communication du Secrétariat	4
3.	Coopération avec le Comité des Ministres	4
4.	Coopération avec l'Assemblée parlementaire	4
5.	Coopération avec le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe ...	5
6.	Suites données aux avis précédents de la Commission de Venise	5
-	<i>Opinion on draft amendments to the Criminal Code of the Republic of Armenia (CDL-AD(2008)017)</i>	<i>5</i>
-	<i>Opinion on the Draft Amendments to the Constitution of the Republic of Azerbaijan (CDL-AD(2009)010);</i>	<i>6</i>
-	<i>Opinion on the draft law on the Public Prosecutors' service of Moldova CDL-AD(2008)019);.....</i>	<i>6</i>
-	<i>Amicus Curiae Brief in the case of Bijelic against Montenegro and Serbia (Application N°11890/05) pending before the European Court of Human Rights (CDL-AD(2008)021)</i>	<i>6</i>
-	<i>Avis sur le projet de loi sur l'interdiction de la discrimination de la République de Serbie (CDL-AD(2008)001).</i>	<i>6</i>
7.	Rapport des réunions du Conseil des élections démocratiques (14 mars 2009 et 11 juin 2009)	7
8.	Rapport sur le mandat impératif	8
9.	Armenia.....	8
-	<i>Draft law on making amendments and addenda to the law on the freedom of conscience and on religious organisations of Armenia.....</i>	<i>8</i>
-	<i>Draft law amending the Civil Code of Armenia.....</i>	<i>8</i>
10.	Bulgaria.....	9
-	<i>Draft law on meetings, rallies and manifestations</i>	<i>9</i>
11.	Georgia	10
-	<i>Draft constitutional law on the amendments to the Constitution of Georgia</i>	<i>10</i>
-	<i>Modifications et ajouts à la loi organique de la Géorgie sur les unions politiques des citoyens... 10</i>	
12.	Kyrgyzstan	11
-	<i>Draft law on assemblies.....</i>	<i>11</i>
-	<i>Draft law on political parties.....</i>	<i>11</i>
13.	Serbia	11
-	<i>Draft Criteria and standards for the election of judges and court presidents.....</i>	<i>11</i>
-	<i>Draft Rules of procedure on criteria and standards for the evaluation of the qualification, competence and worthiness of candidates for bearers of public prosecutor's function</i>	<i>12</i>
14.	« l'ex-République yougoslave de Macédoine ».....	12
-	<i>Règlement de l'Assemblée de « l'ex-République yougoslave de Macédoine »</i>	<i>12</i>
-	<i>Code électoral de « l'ex-République yougoslave de Macédoine »</i>	<i>13</i>
15.	Ukraine	13
-	<i>Draft Law of Ukraine amending the Constitution presented by the President of Ukraine</i>	<i>13</i>
-	<i>Draft Law of Ukraine on the Prosecutor's Office</i>	<i>14</i>
-	<i>Draft law on election to the Verkhovna Rada of Ukraine (n° 3366).....</i>	<i>15</i>
16.	Autres développements constitutionnels	15
	<i>Japon.....</i>	<i>15</i>

<i>Luxembourg</i>	15
17. Report on European standards as regards the independence of the judicial system – Part I Judges	16
18. Rapport sur les sociétés privées à vocation militaire ou sécuritaire et l'érosion du monopole étatique du recours à la force (point relatif à la Recommandation 1858 (2009) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe)	16
19. Report of the meeting of the Sub-Commission on Democratic Institutions (11 June 2009)	17
20. Autres questions	17
21. Dates des prochaines sessions et propositions de dates pour les sessions de 2010	17
LISTE DES PARTICIPANTS/LIST OF PARTICIPANTS	19

1. Adoption de l'ordre du jour

Les points Ouzbékistan et Roumanie sous la rubrique Développements constitutionnels sont retirés de l'ordre du jour.

2. Communication du Secrétariat

Le Président informe la Commission qu'il a présenté, en vue de son adoption, le rapport annuel de la Commission de Venise, devant le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, le 27 mai 2009.

A cette occasion il a pu mesurer le vif intérêt comme la haute appréciation que le Comité des Ministres porte aux activités de la Commission. Par ailleurs, le Comité des Ministres après avoir souligné le caractère primordial et essentiel de l'indépendance de la Commission, a également réitéré son engagement continu pour la défense et le respect d'une telle indépendance.

M. Buquicchio informe la Commission de l'adhésion du Brésil au Statut de la Commission.

Par ailleurs, grâce à une contribution volontaire allemande, la Commission s'est engagée dans un programme de coopération avec les pays d'Asie centrale.

Le Bureau de la Conférence mondiale sur la justice constitutionnelle s'est réuni pour la première fois au Mexique en avril 2009 afin de discuter des modalités de la mise en place d'une association mondiale de justice constitutionnelle, projet qui figure dans la déclaration finale de la Conférence mondiale de justice constitutionnelle que la Commission de Venise avait organisée en coopération avec la Cour constitutionnelle d'Afrique du Sud en janvier 2009.

La deuxième conférence mondiale de justice constitutionnelle se tiendra d'ailleurs au Brésil en 2011.

Enfin, la Commission est informée des contacts que MM. Helgesen et Tuori ont eus avec l'ancien premier Ministre du Népal dans le cadre du projet de réforme constitutionnelle au Népal.

3. Coopération avec le Comité des Ministres

Dans le cadre de sa coopération avec le Comité des Ministres, la Commission a eu un échange de vues avec l'Ambassadeur Claudette Gastaud, Représentante permanente de Monaco auprès du Conseil de l'Europe.

Mme l'Ambassadeur informe la Commission des évolutions normatives qui ont eu lieu depuis l'adhésion de Monaco au Conseil de l'Europe, en 2004, tout en relevant la stabilité et longévité des institutions monégasques.

Par ailleurs, le travail et les activités de la Commission de Venise jouissent toujours d'une grande considération au sein du Comité des Ministres. Monaco pour sa part tient également à manifester sa reconnaissance comme son appréciation pour les travaux de la Commission de Venise.

4. Coopération avec l'Assemblée parlementaire

La Commission est invitée à tenir un échange de vues avec les représentants de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, sur la coopération avec l'Assemblée.

La Commission est informée des résultats de la réunion du Bureau élargi avec le Comité des Présidents de l'Assemblée parlementaire du vendredi, 12 juin 2009.

Ce dernier s'est félicité de l'excellente coopération qui s'est instaurée entre l'Assemblée parlementaire et la Commission de Venise et a assuré la Commission du soutien de l'Assemblée pour l'indépendance de la Commission.

Certaines propositions spécifiques ont été faites comme d'organiser des réunions des Chefs de délégations des observateurs d'élections de l'Assemblée avec le conseil des élections démocratiques ou assurer une présence régulière de la Commission de suivi de l'Assemblée aux sessions de la Commission de Venise. Dans le cadre du projet de partenariat pour la démocratie que l'Assemblée compte lancer avec les pays voisins, ces derniers pourraient coopérer avec la Commission de Venise.

Tout en rappelant l'excellente coopération qui lie l'Assemblée parlementaire à la Commission de Venise, le Président de l'Assemblée parlementaire, M. de Puig propose de maintenir sur une base annuelle un tel échange de vues qui permet de renforcer les liens et la synergie entre les deux institutions.

Par ailleurs, l'Assemblée parlementaire compte saisir la Commission de la question d'interprétation du Statut du Conseil de l'Europe, et des autres règles concernant l'élection du Secrétaire Général.

Certains membres s'interrogent sur la capacité statutaire de la Commission à traiter une telle question et sur bases juridiques qui pourraient être utilisées dans l'avis de la Commission.

M. Tuori, en sa qualité de président de séance, estime qu'une telle demande d'avis ne pourra être examinée que si le Comité des Ministres saisit également la Commission. En effet, la Commission a pour règle de conduite de ne pas intervenir dans une question juridique qui toucherait deux Etats sans l'accord de ces deux Etats. Par raisonnement analogique elle ne saurait intervenir dans une question juridique qui opposerait deux organes du Conseil de l'Europe.

La Commission constate qu'elle devra recevoir une demande conjointe de l'Assemblée parlementaire et du Comité des Ministres avant de décider si elle peut traiter de cette question.

5. Coopération avec le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

En l'absence d'un représentant du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, l'échange de vues n'a pu avoir lieu.

6. Suites données aux avis précédents de la Commission de Venise

La Commission est informée des suites données aux avis suivants :

- *Opinion on draft amendments to the Criminal Code of the Republic of Armenia (CDL-AD(2008)017)*

Based on the Venice Commission's opinion of March 2009 on the draft amendments to articles 225 and 300 of the Criminal Code of Armenia, the amendments were adjusted, and adopted by parliament. They were signed into law on 20 March 2009. As a consequence of the amendments, the charge of usurpation of state power, which had been brought against notably seven prominent opposition representatives, was dropped. The trials are now pending in respect of the charge of mass disorder.

- *Opinion on the Draft Amendments to the Constitution of the Republic of Azerbaijan (CDL-AD(2009)010)*

After the Venice Commission adopted its opinion on a reform package whose most contentious issue concerned the proposed removal of the limit of two terms for the President, a nation-wide, constitutional referendum took place in Azerbaijan on 18 March 2009. The results of the referendum showed a large turn-out of voters (over 70%) and strong support (87% and even 91% for the removal of the two-terms limit) for all amendments proposed, although opposition parties and certain NGOs challenge these figures. The PACE delegation which observed the referendum considered its organisation satisfactory. By Decree of 2 April 2009, President Aliyev instructed the Presidential Administration to draft within six months the laws implementing the constitutional reform and to seek an expert opinion from the Venice Commission on them.

- *Opinion on the draft law on the Public Prosecutors' service of Moldova CDL-AD(2008)019)*

Mr Hamilton informed the Commission that the law had been adopted in the meantime. While there were several improvements with respect to the draft examined, on the whole the law was disappointing and a large part of the criticism of the draft remained valid, although this was due in part to the Constitution. The powers of the prosecutors remained too wide and the system too centralised and hierarchical.

Mr Musin drew the Commission's attention to Opinion No. 3 of the Consultative Council of European Prosecutors, which favoured an intervention of prosecutors outside the criminal law field in certain cases. The European Court of Human Rights in the case of *Batsanina v. Russia* had not considered the participation of a prosecutor in a civil case as a violation of the Convention. The Commission should take more account of the work of the Consultative Council of European Prosecutors.

- *Amicus Curiae Brief in the case of Bijelic against Montenegro and Serbia (Application N°11890/05) pending before the European Court of Human Rights (CDL-AD(2008)021)*

The Venice Commission had argued in its amicus curiae brief that Montenegro was to be held responsible for possible human rights breaches alleged to have occurred in Montenegro between 3 March 2004 (date of entry into force of the ECHR for the State Union of Serbia and Montenegro) and 6 June 2006 (date of entry into force of the ECHR for Montenegro following a decision of the Council of Europe's Committee of Ministers).

In a Chamber judgment of 29 April 2009 (not final), the European Court of Human Rights found, like the Commission, that the ECHR is to be considered to have been in force continuously in respect of Montenegro between 3 March 2004 and 5 June 2006, and thereafter.

- *Avis sur le projet de loi sur l'interdiction de la discrimination de la République de Serbie (CDL-AD(2008)001).*

Le Secrétariat informe la Commission de l'adoption le 26 mars 2009 de la loi sur l'interdiction de la discrimination. La loi a enfin été adoptée le 26 mars 2009 après plus de 10 heures de discussions et 446 amendements soumis par l'opposition. La loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2010 et avec elle sera instituée une institution indépendante de lutte contre la discrimination. Ceci avait été conseillé par la Commission de Venise et est vivement recommandé par la Commission européenne de lutte contre le racisme et l'indépendance du Conseil de l'Europe (l'ECRI).

Sur le fond, les conclusions que la Commission avait faites en son temps semblent avoir été prises en compte dans leur majeure partie. Il reste quelques points qui à la lecture du texte pourraient toujours poser problème : comme le champ d'application de la loi, la possibilité pour les associations de porter plainte, le principe du renversement de la charge de la preuve

tel qu'il est prévu dans le texte. L'ECRI fera son rapport d'évaluation en 2010 voire 2011 et sera mieux à même de mesurer l'efficacité des mesures prises.

7. Rapport des réunions du Conseil des élections démocratiques (14 mars 2009 et 11 juin 2009)

M. van den Brande, Président du Conseil, informe la Commission des résultats et des conclusions des réunions qui se sont tenues le 14 mars et le 11 juin 2009.

En mars 2009, le Conseil a adopté le rapport sur l'impact des systèmes électoraux sur la représentation des femmes en politique (CDL(2009)080), élaboré à la demande de la Commission sur l'égalité des chances pour les femmes et les hommes de l'Assemblée parlementaire.

La Commission adopte le rapport sur l'impact des systèmes électoraux sur la représentation des femmes en politique (CDL-AD(2009)029) et décide de le transmettre à l'Assemblée parlementaire.

Suite à l'adoption par la Commission du rapport sur la reconnaissance internationale d'un statut pour les observateurs d'élections (CDL-AD(2009)020), le Conseil a décidé de procéder en deux autres étapes. En premier lieu, il a adopté un projet de résumé des recommandations émanant des missions d'observation électorale sur un statut internationalement reconnu des observateurs d'élections (CDL(2009)058, avec quelques amendements). Ce document est soumis à la Commission pour adoption.

Dans un troisième temps, le Conseil vise à adopter des lignes directrices en la matière, en coopération avec diverses organisations internationales compétentes en matière d'observation électorale.

La Commission adopte le résumé des recommandations relatives à un statut internationalement reconnu des observateurs d'élections (CDL-AD(2009)026) et décide de le transmettre à l'Assemblée parlementaire.

Le Conseil a adopté les lignes directrices conjointes de l'OSCE/BIDDH et de la Commission de Venise sur l'analyse des médias pendant les missions d'observation électorale (CDL-EL(2009)009). Ce document résumé un document conjoint précédent (CDL-AD(2005)032).

La Commission adopte les lignes directrices conjointes de l'OSCE/BIDDH et de la Commission de Venise sur l'analyse des médias pendant les missions d'observation électorale (CDL-AD(2009)31).

M. van den Brande informe en outre le Conseil que le Code de bonne conduite en matière de partis politiques (voir le document CDL-AD(2009)021) sera examiné par l'Assemblée parlementaire en vue de sa transmission au Comité des Ministres.

Lors de ses prochaines réunions, le Conseil reprendra notamment la question des quorums et autres aspects des systèmes électoraux restreignant l'accès au Parlement.

Le rapport sur le mandat impératif, le projet d'avis conjoint de la Commission de Venise et de l'OSCE/BIDDH sur le code électoral de « l'ex-République yougoslave de Macédoine » et le projet d'avis sur le projet de loi sur l'élection des députés du peuple de l'Ukraine seront traités sous les points 8, 14 et 15 respectivement.

8. Rapport sur le mandat impératif

Le Président du Conseil des élections démocratiques informe la Commission que le Conseil a examiné à ses réunions session de mars et juin 2009 le rapport sur le mandat impératif et les pratiques similaires (CDL(2009)057), établi sur la base des commentaires de M. Closa Montero, et l'a adopté avec quelques amendements.

La Commission adopte le rapport sur le mandat impératif et les pratiques similaires (CDL-AD(2009)027) et décide de le transmettre à l'Assemblée parlementaire.

9. Armenia

- *Draft law on making amendments and addenda to the law on the freedom of conscience and on religious organisations of Armenia*

The secretariat informed the Commission that following a request by the Armenian parliament, Ms Flanagan had prepared an assessment of the draft amendments to the law on religious organisations in Armenia, together with an expert of the Directorate General of Human Rights and Legal Affairs of the Council of Europe and the Advisory Council on Freedom of Religion of OSCE/ODIHR. The assessment revealed certain positive features of the draft amendments, but also certain shortcomings. In particular, the criteria for registration of religious associations needed improvement. The law needed to make clear that it was possible for a religious group to practice religion collectively without the need to register as a religious association, and that it was possible for it to register as an ordinary association. It was planned to raise the minimum number of members in order to register from 200 to 500. This appeared unjustified and problematic as following the entry into force of the amendments, existing religious associations would need to re-register, and some of them might not reach this new, higher minimum number. The draft law also penalised proselytism without drawing a distinction between a proper and an improper one, which was required by European standards.

Ms Flanagan and Professor Robbers had met with the Armenian authorities and had discussed the draft opinion; the discussion would continue in the coming weeks.

Mr Armen Harutyunyan indicated in connection with the refusal to perform military service that in his view the law needed to enable individuals to be exempt from performing military service in pursuance of their beliefs. However, a group should not be permitted to "encourage" others to refuse. The Commission agreed to amend the opinion on this point.

The Commission adopted the joint opinion with the DGHL and the OSCE/ODIHR Advisory Council on Freedom of Religion on the draft law on making amendments and addenda to the law on the freedom of conscience and on religious organisations of Armenia (CDL-AD(2009)036).

- *Draft law amending the Civil Code of Armenia*

Mr van Dijk informed the Commission that the Armenian Presidential Administration had sought the Venice Commission's opinion on draft amendments to Article 19 of the Civil Code of Armenia dealing with protection of honour, dignity and business reputation. Another version of these amendments had been received at a later moment. Mr van Dijk explained that although the rapporteurs highly appreciated the efforts made in the draft law in order to provide effective legal protection of honour and dignity, they had reached the conclusion that the draft law lacked clarity in certain respects, notably with regard to the difference between value judgments and statements of facts, and in relation to the authors and victims of insult (media, politicians and so on). Moreover, the rapporteurs found that the draft law was incompatible in certain important

respects with European standards, notably the case-law of the EctHR, mainly in the relationship with freedom of expression and the right of access to an independent court with full jurisdiction. As the standards in this matter are rather complex, the rapporteurs were ready to continue to assist the Armenian authorities and considered that this opinion was an interim one, in a continuing process.

Mr van Dijk stressed that the information provided by the Armenian authorities in reply to the draft opinion had been very useful in order to understand the Armenian context. Indeed, it appeared that these draft amendments were to supplement, as opposed to replace, the provisions in the Criminal Code which were seldom used. However, this raised the issue of duplication and even of *ne bis in idem* or at least *via una*. The reaction of the Armenian authorities indicated a lack of independence of the judiciary and irresponsible and even unethical behaviour of the media. Against this background, the rapporteurs recalled that the protection of personal and business reputation was only possible if there was at least a minimum infrastructure of self-restraint of the media and adequate guarantees of independence and impartiality of the judiciary. The rapporteurs proposed therefore to add in the opinion a reference to the need for the Armenian authorities to address these issues at the same time as that of the protection of honour and reputation.

Mr Gevorg Kostanyan, adviser to the President, expressed his thanks to the rapporteurs for their assistance in this matter, which was a very important and sensitive one for Armenia. Armenian society was indeed faced with unprofessional conduct of media outlets coupled with a legal deadlock: numerous examples of media attacks against individuals for commercial purposes despite the absence of substantiation had been experienced, while the victims of those attacks did not have any possibility to claim moral damages. Criminal sanctions were unsatisfactory in this respect, and also too harsh a solution. Mr Kostanyan stressed that, while freedom of expression was a fundamental right crucial to a democratic society, the protection of personal dignity and honour was an important and fundamental value as well. He provided certain explanations about the Armenian law. He also stated that the criticism expressed by the rapporteurs was useful in several respects. Concerning the margin of appreciation which in the rapporteurs' view was to be left to the domestic courts in respect of whether or not damage was to be granted and to what extent, Mr Kostanyan drew the Commission's attention to the circumstance that the exercise of this margin required a degree of maturity and independence that the Armenian judiciary did not have at this moment. He asked the Commission to remain involved in this matter and to continue to provide its assistance.

Mr Hoffmann-Riem underlined that while the value of protecting reputation and honour was an essential one, there could be no compromise, not even a temporary one, on the principle of access to an independent tribunal with full jurisdiction. The courts' discretion in adjudicating this kind of cases was essential for the correct balancing of conflicting interests.

The rapporteurs reiterated that they were ready to continue to assist the Armenian authorities.

The Commission adopted the interim opinion on the draft law on amending the civil code of the Republic of Armenia, subject to certain amendments (CDL-AD(2009)037).

10. Bulgaria

- *Draft law on meetings, rallies and manifestations*

This opinion had been prepared upon a request of the Bulgarian authorities. Mr Tanchev considered that in view of the upcoming parliamentary elections, it was possible that this draft law would not be submitted to parliament; in his view, it was therefore not necessary for the Commission to adopt the opinion at this stage. The Commission nevertheless considered that, irrespective of whether or not this particular draft law would be submitted to parliament, the issues addressed in the opinion could generally be of use and of interest in the discussions

about freedom of assembly in Bulgaria. Indeed the opinion addressed issues such as the need to provide explicitly for the possibility to hold spontaneous assemblies and counter assemblies which were questions of principle.

The Commission adopted the opinion on the draft law on meetings, rallies and manifestations of Bulgaria (CDL-AD (2009)035).

11. Georgia

- *Draft constitutional law on the amendments to the Constitution of Georgia*

Mr Bartole informed the Commission that the Georgian parliament had submitted this set of draft constitutional amendments to the Commission for assessment at the end of January 2009 with a view to adopting them in June. A broader constitutional reform was now in progress in Georgia, rendering these amendments obsolete. The issues raised by them were however very important, and the opinion remained of interest for the current constitutional reform.

The draft amendments addressed two main issues. The first concerned the limitation of the President's power to dissolve the parliament: after a first dissolution, it would have been necessary for the President to submit the issue of dissolution to a referendum, and, in case of failure, he would have to resign. In the rapporteurs' view, while the aim was certainly to be approved, it would have been more appropriate either to restrict the President's dissolution power for a certain period of time after each dissolution, or through listing in the constitution the mandatory cases of dissolution. In addition, the rapporteurs considered that a referendum could only address questions of principle which were to lead, in the long run, to constitutional or legislative amendments, and not, as in this proposed case, questions of institutional conflict. The second question was the possibility for the parliamentary minority to express a motion of no confidence in the government. The rapporteurs welcomed this proposal, although it was necessary to provide a definition of minority.

Mr Papuashvili informed the Commission about the setting up of a Constitutional Commission with the task of preparing a systematic revision of the Constitution. The Head of this Commission was Mr Demetrashvili, who had expressed his wish to seek the assistance of the Venice Commission.

The Commission adopted the opinion on a draft constitutional law on the amendments to the constitution of Georgia (CDL-AD(2009)030).

- *Modifications et ajouts à la loi organique de la Géorgie sur les unions politiques des citoyens*

La Commission examine, en vue de son adoption, le projet d'avis (CDL(2009)079) sur la loi organique de la Géorgie sur les modifications et ajouts à la loi organique de la Géorgie sur les unions politiques des citoyens (CDL(2009)054, 060 et note explicative CDL(2009)061), établi sur la base des observations de MM. Darmanovic et Vogel. M. Darmanovic explique que la plupart des amendements concernent le financement des partis politiques. Ces amendements font suite à un dialogue politique visant à mettre fin au conflit entre la majorité et l'opposition et qui conduit à une amélioration de la loi. Il reste cependant un certain nombre de points à clarifier, notamment les recours auprès des tribunaux ; en outre, il faut garantir le contrôle du budget en question par le Parlement, ainsi que la transparence et la responsabilité financière (accountability).

La Commission adopte l'avis sur les modifications et ajouts à la loi organique de la Géorgie sur les unions politiques des citoyens (CDL-AD(2009)33) et décide de le transmettre aux autorités géorgiennes.

12. Kyrgyzstan

- Draft law on assemblies

Mr Aurescu informed the Commission of the request for a joint expertise by the OSCE/ODIHR Panel on Freedom of Assembly and the Venice Commission of a draft law on assemblies prepared by the Ombudsman of Kyrgyzstan. The Commission and the Panel had previously assessed and severely criticised a draft law prepared by the Presidential Administration.

This draft law was generally in line with European standards, notably in that it did not contain any blanket restriction and permitted spontaneous assemblies. The opinion contained some proposals for improvement. The implementation of the law would need to be carried out in line with the spirit of the law. The draft joint opinion had already been transmitted to the Ombudsman of Kyrgyzstan.

Ms Sydykova informed the Commission that the draft law which the Commission and the OSCE/ODIHR had previously assessed had been signed into law despite the criticism. The President had however set up a commission with the task of preparing amendments to the law taking into account the Venice Commission's and ODIHR's opinion. The Ombudsman's work was to be seen as a complement to this Commission's work.

The Commission endorsed the joint opinion on the draft law on assemblies of Kyrgyzstan (CDL-AD(2009)034).

- Draft law on political parties

Mr Tanchev informed the Commission on the progress of work on the opinion on the draft law on political parties in Kyrgyzstan (CDL(2009)099). He praised the effort of the authorities to draft a law, which integrated a number of standards common to the Venice Commission Member States. However, the examined text is still quite restrictive and a number of provisions on registration of parties, on sanctions and complaints and appeals against the decisions of the Ministry of Justice should be reviewed.

According to the information received by the Secretariat of the Venice Commission, the Parliament of Kyrgyzstan intended to examine this draft law in the near future.

The Commission took note of the information provided by Mr. Tanchev and authorised the Secretariat of the Commission to forward the rapporteurs' comments on the draft law on political parties in Kyrgyzstan to the authorities in June.

13. Serbia

- Draft Criteria and standards for the election of judges and court presidents

Mr Hamilton recalled that the draft opinion followed the Commission's opinions on the Serbian Constitution, which was critical of the chapter on the judiciary, and on the Law on Judges. The criteria were generally clear and comprehensive and in line with European standards although there were some reservations of a more technical character.

The criteria would also be applied in the process of re-appointing all sitting judges. The Commission had previously expressed the opinion that judges who had not done anything wrong should not be removed. Now a political compromise had been found by introducing a presumption in favour of the sitting judges.

Mr Neppi Modona added that the problems were more in the text of the Constitution than in the text of the criteria.

Ms Malovic, Minister of Justice of the Republic of Serbia, thanked the Commission for its valuable opinion. The opinion would be taken into account when refining the criteria. Assessing the work of judges was not an easy task since both quantitative and qualitative criteria were difficult to measure and it was not possible to base an evaluation just on statistics. The presumption in favour of sitting judges should remove the concerns about the process of re-appointment. The judges concerned had the right to an appeal to the Constitutional Court. This should be better reflected in the opinion.

Following further discussion some amendments were agreed.

Mr Buquicchio called on the Serbian authorities to carry out the process of re-appointment in a fair, open and transparent manner.

The Commission adopted the Opinion on the draft Criteria and standards for the election of judges and court presidents, as it appears in document CDL-AD(2009)023.

- *Draft Rules of procedure on criteria and standards for the evaluation of the qualification, competence and worthiness of candidates for bearers of public prosecutor's function*

Mr Hamilton, presenting the draft opinion, stated that this was a very detailed and generally sound document although there was a risk of following too mechanistic an approach.

Ms Malovic welcomed the opinion which should be used for further refining the criteria.

The Commission adopted the Opinion on the draft Rules of procedure on criteria and standards for the evaluation of the qualification, competence and worthiness of candidates for bearers of public prosecutor's function, as it appears in document CDL-AD(2009)022.

14. « l'ex-République yougoslave de Macédoine »

- *Règlement de l'Assemblée de « l'ex-République yougoslave de Macédoine »*

Le Secrétariat présente le projet d'avis en l'absence des rapporteurs.

De manière liminaire, il est important de souligner que le projet d'avis sur le Règlement intérieur du parlement de « l'ex République yougoslave de Macédoine » repose exclusivement sur l'analyse du texte du Règlement et ne tient pas compte de la mise en œuvre de ce règlement ni des pratiques au sein du parlement.

En premier lieu, les rapporteurs considèrent que le Règlement de l'Assemblée est, dans son ensemble satisfaisant et répond généralement tant aux principes démocratiques qu'aux dispositions constitutionnelles du pays. De plus, dans l'ensemble et pour grande partie il met en œuvre les principes et lignes directrices mentionnés ci-dessus et s'y conforment.

Quelques réserves doivent cependant être signalées au niveau de l'effectivité d'une représentation proportionnelle des différents groupes politiques au niveau des instances de

l'Assemblée, au niveau des droits de l'opposition dans l'établissement de l'ordre du jour, sur lequel le Président de l'Assemblée semblerait, à la lecture du texte, détenir trop de pouvoirs.

En outre, selon les rapporteurs le Règlement intérieur gagnerait à apporter certaines précisions notamment sur la composition et compétences des commissions parlementaires, à revoir la gouvernance de l'assemblée comme la procédure d'adoption des textes.

Sur la forme, le Règlement pourrait faire l'objet d'une réduction dans sa longueur. Le règlement comporte en effet 240 articles.

Mme Siljanovska -Davkova, informe la Commission que les droits de l'opposition sont en pratique tout à fait respectés au sein du parlement. Ainsi par exemple, les 22 partis d'oppositions sont parfaitement représentés dans les différents organes de l'Assemblée ; le Président consulte régulièrement comme le règlement le lui demande les représentants des partis de l'opposition dans l'établissement de l'ordre du jour de l'assemblée. Dans ces conditions Mme Siljanovska –Davkova considère que les observations faites au § 13 des commentaires individuels de M. Muylle ne correspondent pas à la réalité pratique.

Le Secrétariat rappelle que le projet d'avis s'étant contenté exclusivement à analyser le texte du Règlement intérieur de l'Assemblée, il n'a pas tenu compte de sa mise en œuvre et de la pratique qui prévaut aujourd'hui au sein du Parlement.

La Commission adopte l'avis sur le Règlement de l'Assemblée de « l'ex-République yougoslave de Macédoine » (CDL-AD (2009)025).

- *Code électoral de « l'ex-République yougoslave de Macédoine »*

La Commission examine, en vue de son adoption, le projet d'avis conjoint de la Commission de Venise et de l'OSCE/BIDDH (CDL-EL(2009)007) sur le code électoral de « l'ex-République yougoslave de Macédoine » tel que révisé le 29 octobre 2008 (voir CDL(2009)006), établi sur la base des observations de M. Kask, de Mme Mauro et de M. Vollan (experts de la Commission de Venise) ainsi que de M. Ullom (expert de l'OSCE/BIDDH).

Le Président informe la Commission que ce document a été l'objet d'un certain nombre d'amendements du Conseil des élections démocratiques.

La Commission adopte l'avis conjoint de la Commission de Venise et de l'OSCE/BIDDH (CDL-AD(2009)032) sur le code électoral de « l'ex-République yougoslave de Macédoine » tel que révisé le 29 octobre 2008, avec plusieurs amendements, et décide de le transmettre aux autorités.

15. Ukraine

- *Draft Law of Ukraine amending the Constitution presented by the President of Ukraine*

Ms Nussberger, presenting the draft Opinion on behalf of the rapporteurs, noted that the draft was generally of a good quality and took into account many of the Venice Commission's previous remarks. It could be considered an improved version of the Shapoval draft previously examined by the Commission. Some of the comments on that draft (cf. CDL-AD(2008)015) equally applied to the present draft.

The following issues seemed particularly important:

- The draft introduced a bi-cameral system. This could be a good solution although it risked complicating the legislative process and it may not be possible to achieve the aim of having a less politicised chamber.
- The draft enhanced direct democracy. There was a risk of making the Constitution too rigid if all amendments required a referendum.
- As regards the balance of powers among the state organs, the draft brought some clarifications and abandoned many questionable solutions of the current Constitution. It nevertheless maintained a semi-presidential system with a dual executive and a risk of conflicts between the President and the Government.
- The provisions on the judiciary were much better than in the current Constitution and the draft abolished the general supervisory power of the prokuratura.
- Changes in the section on human rights were generally minor and similar to the Shapoval draft. The explicit abolition of the death penalty and the introduction of the principle of proportionality for restrictions to human rights had to be welcomed.

Mr Onishchuk, Minister of Justice of Ukraine, thanked the Commission for its contribution to the process of constitutional reform in Ukraine. The main aim was to enhance stability. The draft proposed by the President provided for checks and balances in line with European standards and tried to overcome the dualism of executive power. There would also be a new balance between central and local power.

Ms Stavnychuk added that the draft defined the powers of the different state organs more clearly. The requirement of a referendum for all constitutional amendments was introduced to prevent non-transparent attempts to amend the Constitution. But there was indeed a need to distinguish fundamental and minor amendments.

In the discussion it was welcomed that the President had chosen the constitutional way of amending the Constitution by submitting it to the Verkhovna Rada and that there were better guarantees for judicial independence. On the other hand, the continued existence of parallel administrations under the authority of the President and the Government would probably mean that tensions between both organs would continue.

Some minor amendments to the text were agreed.

The Commission adopted the Opinion on the draft Law of Ukraine amending the Constitution presented by the President of Ukraine, as it appears in document CDL-AD(2009)024.

- *Draft Law of Ukraine on the Prosecutor's Office*

Ms Suchocka informed the Commission that the Ministry of Justice had asked a few days ago for the Commission's opinion on the draft. Mr Hamilton and herself had agreed to act as rapporteurs and the draft would also be reviewed by an expert of the Directorate General on Human Rights and Legal Affairs. As yet there were no written comments.

The constitutional amendments of December 2004 had re-introduced the supervisory role of the prokuratura and it would be preferable to first repeal this amendment to the Constitution before adopting a new law. The draft law was based on the Soviet prokuratura tradition, which was not a democratic tradition. It was similar to a previous text which the Venice Commission had strongly criticised (cf. CDL-AD(2004)038). The powers of prosecutors were far too extensive and the system strictly hierarchical. The legislative *technique* left a lot to be desired, one article of the draft runs over 3 pages.

Minister Onishchuk underlined that the draft was supported neither by the President nor by the Ministry of Justice. It was an initiative of some parliamentarians and lobbied for by the Prosecutor General's office.

Mr Holovaty recalled Ukraine's commitment to the Council of Europe to reform the prokuratura. The draft was clearly based on the Soviet prokuratura model and contrary to this commitment.

The Commission authorised the rapporteurs to send a preliminary opinion on the draft Law to the Ukrainian authorities with a view to the parliamentary debate on the draft foreseen for September.

- *Draft law on election to the Verkhovna Rada of Ukraine (n° 3366)*

Mr van den Brande informed the Commission that the Council for Democratic Elections had adopted the joint opinion with two changes. The Council decided to add references to the previous opinions on electoral legislation in Ukraine recommending giving independent candidates the possibility of participating in elections. It was also decided to add a recommendation to review a provision of the draft giving preferential treatment to the top 5 candidates of every list presented by political parties.

The Commission adopted the joint opinion by the Venice Commission and OSCE/ODIHR (CDL-AD (2009)028) on the draft law on election to the Verkhovna Rada of Ukraine (n° 3366).

16. Autres développements constitutionnels

Japon

Mr Tsukasa Kawada, Consul General of Japan in Strasbourg addressed the Commission. Mr Kawada stressed the interest of his country to continue its fruitful co-operation with the Council of Europe in general and with the Venice Commission in particular. The best example of Japan's commitment to the activities of the Council of Europe was the fact that in recent years it had ratified several Council of Europe conventions. Mr Kawada also presented briefly the institutional development of Japan in 20th century and the new challenges and perspectives of constitutional reform in his country.

Luxembourg

Mme Lydie Err informe la Commission des développements constitutionnels récents au Luxembourg.

Une réforme constitutionnelle est en cours au Luxembourg et porte essentiellement sur l'article 34 de l'actuelle Constitution en vertu duquel « Le Grand-Duc sanctionne et promulgue les lois. Il fait connaître sa résolution dans les trois mois du vote de la Chambre. »

Jusqu'à récemment, cette disposition n'avait jamais posé de problème et consistait en une signature du Grand-Duc qui valait promulgation de la loi. Deux projets de lois, sur le droit de mourir et sur les soins palliatifs, ont été récemment adoptés concomitamment par le Parlement. Suite à un refus du Grand Duc de sanctionner et promulguer une de ces deux lois, ce dernier a proposé une révision constitutionnelle qui lui ôterait le droit de sanctionner un projet de loi. Le projet de réforme constitutionnelle a été adopté à l'unanimité par le parlement. Le texte de la révision constitutionnelle a été envoyé pour avis à la Commission de Venise.

Ce texte a pour objectif de rapprocher la Constitution écrite de la Constitution vécue, il a recueilli la majorité des 2/3 des membres de la commission et vise à éviter un éventuel déséquilibre institutionnel en transférant certains des pouvoirs du Grand Duc au gouvernement.

Selon la procédure nationale de révision constitutionnelle au Luxembourg, le texte du projet de réforme constitutionnelle sera soumis à diverses institutions nationales pour avis, l'avis de la Commission de Venise s'insérera dans ce cadre.

17. Report on European standards as regards the independence of the judicial system – Part I Judges

Mr Neppi Modona recalled that the draft report had been approved by the Sub-Commission on the judiciary. It took up a number of well-established principles, in particular on judicial councils and on the external independence of the judiciary from the political bodies. It was more innovative in underlining the internal independence of judges and in supporting the principle of the lawful or natural judge.

Mr Pourgourides welcomed the draft report as ground-breaking work.

A number of proposals for a redrafting of the text or for additions were made. These concerned in particular:

- Article 6 ECHR as the basis for the principle of internal independence;
- The issue of diversity vs. merit for judicial appointments;
- The issue of adequate resources for the judiciary;
- The need for consultations between different panels of the same court to ensure consistent case-law;
- Incompatibilities with judicial office;
- Guidelines issued by higher courts both in general and with respect to sentencing;
- The need for a stronger emphasis that judicial independence is indispensable for the protection of human rights;
- The hierarchy of courts.

The Commission asked all members, who wished to propose amendments to the text, to do so in writing by 15 September 2009 at the latest, with a view to the adoption of the report at the next session.

18. Rapport sur les sociétés privées à vocation militaire ou sécuritaire et l'érosion du monopole étatique du recours à la force (point relatif à la Recommandation 1858 (2009) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe)

M. Cameron présente le rapport, qui examine les questions soulevées par le recours accru à des sociétés privées à vocation militaire ou sécuritaire (SPMS) à la lumière des propositions faites par l'Assemblée Parlementaire dans sa recommandation 1858(2009), qui appelle à l'élaboration d'un nouvel instrument dans ce domaine.

Selon lui, il serait problématique, à ce stade, de se lancer dans l'élaboration d'un traité sur la question des SPMS. Il serait plus judicieux d'avancer par étapes pour promouvoir la coopération dans ce domaine.

Ainsi, dans un premier temps, les Etats membres du Conseil de l'Europe pourraient être encouragés à entériner le document de Montreux sur les obligations juridiques et les bonnes pratiques pour les Etats en ce qui concerne les opérations des SPMS pendant les conflits armés.

Dans un second temps, une recommandation du Comité des Ministres pourrait inclure certains points abordés par l'APCE, en particulier une invitation aux Etats membres à

- 1) passer en revue leurs législations nationales portant sur l'enregistrement/l'octroi de licence aux SPMS afin de voir si celles-ci règlent de manière appropriée les activités extraterritoriales des SPMS,

2) passer en revue leur législations pénales pour déterminer si elles prévoient une compétence pour juger les infractions graves commises par le personnel des SPMS ; et

3) passer en revue leur système de droit civil pour déterminer s'il est possible d'actionner les SPMS qui y sont installées en réparation du dommage causé par les actes illicites extraterritoriaux de leur personnel

Ce n'est que dans un troisième temps, une fois adoptée une telle recommandation et à la lumière des connaissances et des expériences ainsi acquises, qu'il serait possible de déterminer si d'autres éléments de la recommandation de l'APCE pourraient faire l'objet d'un éventuel traité, comme la généralisation d'un système de licence ou d'enregistrement des SPMS. Des démarches dans ce sens devraient évidemment tenir compte du droit communautaire qui régit déjà certains aspects des activités des SPMS, ainsi que du travail déjà effectué sur le sujet sous les auspices des Nations Unies.

M. Jowell se félicite du rapport, et suggère d'inclure des réflexions sur les établissements pénitentiaires privés. MM Tuori, Aurescu et Mme Palma font également des propositions.

M. Pourgourides invite la Commission de Venise à continuer de suivre cette question sensible et difficile.

La Commission adopte le rapport sur les sociétés privées à vocation militaire ou sécuritaire et l'érosion du monopole étatique du recours à la force (CDL-AD(2009)038).

19. Report of the meeting of the Sub-Commission on Democratic Institutions (11 June 2009)

The Chairperson informed the Commission on the results and conclusions of the meeting.

Mr Jowell informed the Commission about the excellent level of the discussions which had taken place within the Sub-Commission on three topics: rule of law, amendments to constitutions, role of the opposition. A working group had been established in respect of the rule of law, composed of Messrs van Dijk, Dimitrijevic, Mme Haller, Messrs Jowell, Mifsud Bonnici, Papuashvili and Tuori. The three reports were being prepared and would be submitted to the Plenary in due course.

20. Autres questions

La Commission a été informée que le Cercle des constitutionnalistes, présidé par M. Chagnollaud, envisage d'attribuer un prix consistant à permettre un gagnant d'assister à une session de la Commission.

La Commission se félicite de cette initiative et se déclare prête à coopérer avec le Cercle ainsi qu'avec d'autres Associations œuvrant dans le domaine de droit constitutionnel.

21. Dates des prochaines sessions et propositions de dates pour les sessions de 2010

Le programme des sessions plénières en 2009 est confirmé comme suit :

80 ^e session plénière	9-10 octobre
81 ^e session plénière	11-12 décembre

Les réunions des sous-commissions ainsi que la réunion du Conseil des élections démocratiques auront lieu la veille des sessions plénières.

En outre, la Commission a approuvé les dates des sessions en 2010 :

82 ^e session plénière	11-13 mars
83 ^e session plénière	3-5 juin
84 ^e session plénière	14-16 octobre
85 ^e session plénière	16-18 décembre

LISTE DES PARTICIPANTS/LIST OF PARTICIPANTS

ALBANIA/ALBANIE	Mr Viktor GUMI
ALGERIA/ALGERIE	
ANDORRA/ANDORRE	Mr Joan MONEGAL BLASI
ARMENIA/ARMENIE	Mr Gaguiк HARUTUNYAN Mr Armen HARUTUNYAN
AUSTRIA/AUTRICHE	M. Christoph GRABENWARTER
AZERBAIJAN/AZERBAIDJAN	Mr Lätif HUSEYNOV
BELGIUM/BELGIQUE	Mr Jan VELAERS
BOSNIA AND HERZEGOVINA/ BOSNIE-HERZEGOVINE	M. Cazim SADIKOVIC (Apologised/Excusé)
BRAZIL/BRESIL	
BULGARIA/BULGARIE	Mr Eugeni TANCHEV Mr Plamen KIROV
CHILE	Mr José Luis CEA EGANA
CROATIA/CROATIE	Mr Ivan SIMONOVIC
CYPRUS/CHYPRE	Mr Frixos NICOLAIDES
CZECH REPUBLIC/ REPUBLIQUE TCHEQUE	Mr Cyril SVOBODA
DENMARK/DANEMARK	Mr Jorgen Steen SORENSEN (Apologised/Excusé) Mr Michael Hansen JENSEN
ESTONIA/ESTONIE	Mr Oliver KASK
FINLAND/FINLANDE	Mr Kaarlo TUORI
FRANCE	M. Jean-Claude COLLIARD
GEORGIA/GEORGIE	Mr George PAPUASHVILI
GERMANY/ALLEMAGNE	Mr Wolfgang HOFFMANN-RIEM Ms Angelika NUSSBERGER
GREECE/GRECE	Ms Kalliopi KOUFA
HUNGARY/HONGRIE	Mr Peter PACZOLAY Mr Laszlo TROCSANYI
ICELAND/ISLANDE	Mr Hjörtur TORFASON
IRELAND/IRLANDE	Ms Finola FLANAGAN (Apologised/Excusée) Mr James HAMILTON
ISRAEL/ISRAËL	Mr Dan MERIDOR
ITALY/ITALIE	Mr Sergio BARTOLE Mr Guido NEPPI MODONA
REPUBLIC OF KOREA/ REPUBLIQUE DE COREE	Mr Kong-hyun LEE
KYRGYZSTAN/KYRGHYZSTAN	Ms Svetlana SYDYKOVA
LATVIA/LETONIE	Mr Aivars ENDZINŠ
LIECHTENSTEIN	Mr Harry GSTÖHL
LITHUANIA/LITUANIE	Mr Egidijus JARASIUNAS
LUXEMBOURG	Mme Lydie ERR
MALTA/MALTE	Mr Ugo MIFSUD BONNICI
MOLDOVA	Mr Nicolae ESANU (Apologised/Excusé) Ms Rodica SECRIERU
MONACO	M. Dominique CHAGNOLLAUD Mr Christophe SOSSO
MONTENEGRO	Mr Srdjan DARMANOVIC
MOROCCO/MAROC	M. Abdellatif MENOUNI M. Abdelaziz LAMGHARI
NETHERLANDS/PAYS-BAS	Mr Peter van DIJK
NORWAY/NORVEGE	Mr Jan HELGESEN (President/Président) Mr Frederik SEJERSTED
PERU/PEROU	Mr Carlos MESIA RAMIREZ

POLAND/POLOGNE	Ms Hanna SUCHOCKA
PORTUGAL	Mme Maria Fernanda PALMA
ROMANIA/ROUMANIE	Mr Lucian MIHAI
	Mr Bogdan AURESCU
RUSSIAN FEDERATION/ FEDERATION DE RUSSIE	Mr Valeriy ZORKIN
SAN MARINO/SAINT-MARIN	Mme Barbara REFFI (Apologised/Excusée)
SERBIA / SERBIE	Mr Vojin DIMITRIJEVIC
SLOVAKIA/SLOVAQUIE	Ms Ivetta MACEJKOVA (Apologised/Excusée)
	Mr Eduard BARANY
SLOVENIA/SLOVENIE	Mr Klemen JAKLIC (Apologised/Excusé)
SPAIN/ESPAGNE	Ms Maria Angeles AHUMADA RUIZ
SWEDEN/SUEDE	Mr Iain CAMERON
SWITZERLAND/SUISSE	Mme Gret HALLER
"THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA"/ "L'EX REPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACEDOINE"	Ms Gordana SILJANOVSKA-DAVKOVA
TUNISIA/TUNISIE	
TURKEY/TURQUIE	Mr Ergun ÖZBUDUN
UKRAINE	Ms Marina STAVNIYCHUK
UNITED KINGDOM/ ROYAUME-UNI	Mr Jeffrey JOWELL

COMMITTEE OF MINISTERS/COMITE DES MINISTRES

Ambassadeur Claudette GASTAUD, Représentante permanente de Monaco auprès du Conseil de l'Europe

PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE/ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE

Mr René van der LINDEN, Former President of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe

Mr Christos POURGOURIDES, Member of the Committee on legal affairs and human rights

Mr Serhiy HOLOVATY, Member of the Monitoring Committee

Presidential Committee

M. Lluís Maria de PUIG, President of the Parliamentary Assembly

M. Luc Van den BRANDE, Group Leader, EPP/CD - Group of the European People's Party

M. Andreas GROSS, Group Leader, SOC - Socialist Group (Apologised/Excusé)

M. Mátyás EÖRSI, Group Leader, ALDE - Alliance of Liberals and Democrats for Europe (Apologised/Excusé)

M. David WILSHIRE, Group Leader, EDG - European Democrat Group

M. Tiny KOX, Group Leader, UEL - Group of the Unified European Left (Apologised/Excusé)

CONGRESS OF LOCAL AND REGIONAL AUTHORITIES OF THE COUNCIL OF EUROPE/CONGRES DES POUVOIRS LOCAUX ET REGIONAUX DU CONSEIL DE L'EUROPE

Mr Keith WHITMORE, Président de la Commission Institutionnelle (Apologised/Excusé)

COUNCIL FOR DEMOCRATIC ELECTIONS/CONSEIL DES ELECTIONS DEMOCRATIQUES

M. Luc van den BRANDE, Président

EUROPEAN COMMUNITY/COMMUNAUTE EUROPEENNE

M. Patrick HETSCH, Commission européenne (Apologised/Excusé)

Mr Esa PAASIVIRTA

COUNCIL OF THE EUROPEAN UNION/CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE

Mr Peter SEMNEBY, Special Representative for South Caucasus

Mr Fredrik WESSLAU

Mr Pirkka TAPIOLA, Policy Unit (Apologised/Excusé)

INVITED GUESTS/INVITES D'HONNEUR

ALGERIA/ALGERIE

M. Boualam BESSAÏH, Président, Conseil constitutionnel de la République d'Algérie

M. Moussa LARABA, Membre du Conseil constitutionnel

M. Mustapha BOUAKAZ, Directeur du Protocole, Conseil constitutionnel

BRAZIL/BRESIL

Minister Gilmar MENDES, President, Federal Supreme Court of Brazil (Apologised/Excusé)

Ms Susan KLEEBANK, Chief Advisor for International Affairs, Federal Supreme Court

BULGARIA/BULGARIE

Ms Miglena TACHEVA, Minister of Justice (Apologised/Excusée)

GEORGIA/GEORGIE

Mr Mikheil MACHAVARIANI, Deputy Chairman, Parliament of Georgia (Apologised/Excusé)

Mr. Pavle KUBLASHVILI, MP, Chairman of the Legal Issues Committee of Parliament of Georgia (Apologised/Excusé)

INTERNATIONAL ASSOCIATION OF CONSTITUTIONAL LAW/ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DROIT CONSTITUTIONNEL

M. Didier MAUS, Président, Association internationale de droit international

JAPAN/JAPON

Mr Tsukasa KAWADA, Consul General, Consulate General of Japan

Mr Akira TAKANO, Consul, Consulat Général du Japon à Strasbourg

OSCE

Office for Democratic Institutions and Human Rights/Bureau des Institutions Démocratiques et des Droits de l'Homme

Ms Marta ACHLER, acting Head of the Legislative Support Unit

PALESTINIAN NATIONAL AUTHORITY/AUTORITE NATIONALE PALESTINIENNE

Mr Ali KHASHAN, Minister of Justice

ROMANIA/ROUMANIE

Mr Constantin SIMA, Procureur (Apologised/Excusé)

Mr Dan HAZAPARU, President, Romanian Foundation for Democracy through Law (Apologised/Excusé)

SERBIA/SERBIE

Ms Snezana MALOVIC, Minister of Justice of Serbia

Mr Slobodan HOMEN, Secretary of State, Ministry of Justice

UKRAINE

Mr Mykola ONISHCHUK, Minister of Justice of Ukraine

Mr Dmytro ZELENETSKIY, Assistant to Minister of Justice

UNITED KINGDOM/ROYAUME-UNI

Mr Nick HOPTON, Head, International Organisations Department, Foreign and Commonwealth Office

UZBEKISTAN/OUZBEKISTAN

Mr Jakhongir KHAYDAROV, Director, Research Centre on Democratisation and Liberalisation of the Supreme court of the Republic of Uzbekistan (Apologised/Excusé)

VENICE COMMISSION EXPERT/EXPERT DE LA COMMISSION DE VENISE

Mr Carlos CLOSA MONTERO, Professor, Instituto de Políticas Públicas (IPP), Centro de Ciencias Humanas y Sociales (CCHS), Madrid (Apologised/Excusé)

ITALY/ITALIE

Mr Renato CIANFARANI, Ministry of Foreign Affairs

REGIONE VENETO

Diego VECCHIATO, Département des affaires internationales
Ms Alessandra VALERIO, Bureau de la coopération transfrontalière
Ms Donatella CAMPANELLA

SECRETARIAT

M. Gianni BUQUICCHIO
Mr Thomas MARKERT
Ms Simona GRANATA-MENGHINI
M. Pierre GARRONE
Ms Caroline MARTIN
Mr Serguei KOUZNETSOV
Ms Helen MONKS
Ms Caroline GODARD

PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE/ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE

Mr Mateo SORINAS, Secretary General
Mr Andrew DRZEMCZEWSKI
Ms Bonnie THEOPHILOVA

CONGRESS OF LOCAL AND REGIONAL AUTHORITIES OF THE COUNCIL OF EUROPE/CONGRES DES POUVOIRS LOCAUX ET REGIONAUX DU CONSEIL DE L'EUROPE

(Apologised/Excusé)

INTERPRETERS/INTERPRETES

Ms Maria FITZGIBBON
Mr Derrick WORDSDALE
Mr Artem AVDEEV
Mr Vladislav GLASUNOV